

Droit des sûretés

■ 7^e édition 2019

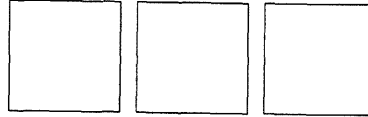
■ Christophe Albiges

Professeur à l'Université de Montpellier

■ Marie-Pierre Dumont

Professeur à l'Université de Montpellier

DALLOZ



Plan général de l'ouvrage

PARTIE



LES SÛRETÉS PERSONNELLES

11

chapitre



Présentation du contrat de cautionnement

13

Compléments pédagogiques

37

chapitre



Les conditions du contrat de cautionnement

47

Compléments pédagogiques

110

chapitre



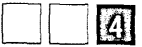
Les effets du contrat de cautionnement

127

Compléments pédagogiques

151

chapitre



L'extinction du contrat de cautionnement

165

Compléments pédagogiques

200

chapitre



La garantie autonome

217

Compléments pédagogiques

249

chapitre



Les lettres d'intention

263

Compléments pédagogiques

282

PARTIE



LES SÛRETÉS RÉELLES

289

chapitre

Le droit de rétention

293

Compléments pédagogiques

313

chapitre

Le gage de meubles corporels

327

Compléments pédagogiques

369

chapitre

Le nantissement de meubles incorporels

389

Compléments pédagogiques

421

chapitre

L'hypothèque

435

Compléments pédagogiques

471

chapitre

Le gage immobilier

483

Compléments pédagogiques

491

chapitre

La propriété-garantie

497

Compléments pédagogiques

522

chapitre

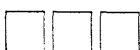
Les privilèges

537

Compléments pédagogiques

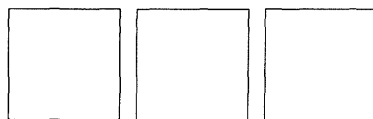
566

sujet terminal



575

Table des matières



Principales abréviations	VII
Plan général de l'ouvrage	IX
section 1	
L'utilité d'une sûreté	4
section 2	
La notion de « sûreté »	6
§ 1 Sûreté et garantie	6
§ 2 Sûreté et privilège	7
section 3	
L'évolution des sûretés	8
§ 1 Le constat de la diversification des sûretés	8
§ 2 Les conséquences de la diversification des sûretés	9
partie	
Les sûretés personnelles	11
chapitre	
Présentation du contrat de cautionnement	13
section 1	
La distinction entre le contrat de cautionnement et l'opération de cautionnement	15
section 2	
Le caractère conventionnel du cautionnement	16
§ 1 Le cautionnement, un contrat	17

§ 2	Le cautionnement, un contrat unilatéral	17
§ 3	Le cautionnement, un contrat consensuel	19
§ 4	Le cautionnement, un contrat à titre gratuit ou à titre onéreux	20
section 3		
Le caractère accessoire du contrat de cautionnement		21
§ 1	Le principe du caractère accessoire	21
§ 2	Les manifestations du caractère accessoire	22
section 4		
La diversité des contrats de cautionnement		26
§ 1	La nature civile ou commerciale du cautionnement	26
A. Les critères de distinction		26
B. L'intérêt de la distinction		28
§ 2	Le cautionnement simple ou solidaire	29
A. Le cautionnement simple		29
B. Le cautionnement solidaire		29
1. Le cautionnement solidaire et les règles du droit commun		29
2. Le cautionnement solidaire et les règles du droit de la consommation		30
§ 3	L'engagement personnel ou celui portant sur un ou plusieurs biens	31
§ 4	Le sous-cautionnement	35
§ 5	La certification de caution	36
Compléments pédagogiques		37
chapitre 2		
Les conditions du contrat de cautionnement		47
section 1		
Les conditions de fond		49
§ 1	Le consentement éclairé	49
A. L'erreur		50
1. L'erreur sur la nature de l'engagement		50

2. L'erreur sur les qualités substantielles	50
3. La croyance erronée dans l'existence d'autres garanties	52
B. Le dol	52
1. L'auteur du dol	53
2. Le caractère déterminant du dol	54
C. La violence	54
D. Le devoir de mise en garde	55
1. La reconnaissance progressive du devoir de mise en garde	55
2. Les bénéficiaires du devoir de mise en garde	57
3. La sanction du défaut de mise en garde	59
§ 2 La capacité	60
§ 3 Le pouvoir	61
A. Le droit des régimes matrimoniaux	61
B. Le droit des sociétés	64
1. Conformité à l'objet social	64
2. Conformité à l'intérêt social	66
C. Le mandat de se porter caution	68
§ 4 Le contenu du contrat	68
A. La notion d'« objet »	69
1. La notion d'objet en matière de contrat de cautionnement	69
2. Le cautionnement de dettes présentes ou futures	70
a. Les dettes présentes	70
b. Les dettes futures	70
B. La disparition de la cause	71
1. L'abandon de la cause objective	71
2. L'abandon de la cause subjective	72
§ 5 L'exigence de proportionnalité	73
A. L'exigence de proportionnalité d'origine jurisprudentielle	73
1. Les arrêts Macron et Nahoum	73
2. Les décisions postérieures aux arrêts Macron et Nahoum	74
a. Les cautions concernées	74
b. Les sanctions encourues	75
B. L'exigence de proportionnalité consacrée par le législateur	76
1. L'exigence de proportionnalité et le droit de la consommation	76
a. Le domaine de la sanction pour cautionnement excessif	76

1. Les parties concernées	76
2. L'application dans le temps	78
b. Les conditions de la sanction pour cautionnement excessif	78
1. L'évaluation de la disproportion	78
2. Le moment d'appréciation de la disproportion	83
c. La détermination de la sanction	84
2. L'exigence de proportionnalité et le droit des procédures collectives	86
a. Le champ d'application de l'article L. 650-1 du Code de commerce	87
b. L'exception de disproportion	87
section 2	
Les conditions de forme et de preuve	89
§ 1 La forme du contrat de cautionnement	89
A. La solution de principe : le contrat de cautionnement, un contrat consensuel	89
B. Les tempéraments au principe : le formalisme imposé par le législateur	90
1. Le formalisme du contrat de cautionnement et le Code de la consommation	90
a. Le cautionnement d'un crédit à la consommation	90
b. Le cautionnement conclu par une caution, « personne physique », avec un créancier professionnel	92
1. Personnes concernées	93
2. Contrats concernés	94
3. Mentions manuscrites concernées	96
4. Sanctions encourues	102
2. Le formalisme du contrat de cautionnement d'un bail d'habitation	104
§ 2 La preuve du contrat de cautionnement	105
A. Le domaine d'application de la mention manuscrite de l'article 1376 du Code civil	106
1. Les contrats de cautionnement concernés	106
2. La preuve de l'engagement limité et indéfini	106
3. La preuve du principal et des accessoires de la dette	107
B. Le contenu de la mention manuscrite de l'article 1376 du Code civil	108
1. La détermination du contenu de la mention manuscrite	108
2. Les incidences du non-respect du contenu de la mention manuscrite	108
Compléments pédagogiques	110

chapitre 3

Les effets du contrat de cautionnement	127
--	-----

section 1

Les rapports entre la caution et le créancier	129
---	-----

§ 1 L'obligation du créancier : informer la caution	129
---	-----

A. L'obligation annuelle d'information	130
--	-----

1. L'article L. 313-22 du Code monétaire et financier	130
---	-----

a. Les précisions jurisprudentielles	130
--------------------------------------	-----

1. Les notions d'« entreprise » et de « concours financier »	130
--	-----

2. La durée et la preuve de l'obligation d'information	131
--	-----

3. Le contenu de l'obligation d'information	132
---	-----

4. Les sanctions encourues	132
----------------------------	-----

b. Les précisions apportées par le législateur	133
--	-----

2. L'article 2293 alinéa 2 du Code civil	134
--	-----

3. Les articles L. 333-2 et L. 343-6 du Code de la consommation	135
---	-----

B. L'obligation d'informer la caution lors de la défaillance du débiteur	136
--	-----

1. L'article L. 314-17 du Code de la consommation	136
---	-----

2. Les articles L. 333-1 et L. 343-5 du Code de la consommation	136
---	-----

3. L'article 47-II, alinéa 3, de la loi du 11 février 1994	137
--	-----

§ 2 Les obligations de la caution	137
---	-----

A. L'étendue des obligations de la caution	138
--	-----

1. Les différentes modalités d'engagements de la caution	138
--	-----

a. Le cautionnement défini	138
----------------------------	-----

b. Le cautionnement indéfini	138
------------------------------	-----

1. Le cautionnement indéfini d'une dette déterminée	138
---	-----

2. Cautionnement indéfini de dette indéterminée	140
---	-----

2. La modification de l'engagement de la caution	140
--	-----

B. Les modalités de mise en œuvre des obligations de la caution	142
---	-----

1. La mise en œuvre du cautionnement simple	142
---	-----

2. La mise en œuvre du cautionnement solidaire	143
--	-----

section 2

Les recours de la caution	144
---------------------------	-----

§ 1 Le recours de la caution avant paiement	144
---	-----

A. Les conditions de mise en œuvre du recours de la caution avant paiement	144
1. Les cautions concernées	144
2. Les circonstances justifiant un recours de la caution avant paiement	145
B. La nature juridique du recours de la caution avant paiement	145
§ 2 Le recours de la caution après paiement	147
A. Les recours contre le débiteur principal	147
1. L'action personnelle	147
2. L'action subrogatoire	148
B. Les recours contre les autres cautions	149
1. Le recours personnel	149
2. Le recours subrogatoire	150
Compléments pédagogiques	151
chapitre 4	
L'extinction du contrat de cautionnement	165
section 1	
L'extinction par voie accessoire	169
§ 1 Le paiement	169
§ 2 La compensation	170
§ 3 La dation en paiement	172
§ 4 La confusion	172
§ 5 L'inaction du créancier	173
A. La prescription	173
B. Le défaut de déclaration de la créance	174
§ 6 La novation	175
§ 7 La remise de dette	176
§ 8 Le décès de l'une des parties au contrat principal	179
§ 9 La disparition de la personne morale	179
A. La société débitrice	179
B. La société créancière	179
C. La société caution	181

§ 10	
L'extinction par résolution ou annulation de l'obligation principale	181
A. L'annulation ou la résolution a déjà été prononcée	181
B. L'annulation ou la résolution n'a pas été prononcée	182
section 2	
L'extinction par voie principale	183
§ 1 L'extinction indépendante de la faute du créancier	183
A. L'obligation de règlement	183
B. L'obligation de couverture	185
1. Une diversité de causes d'extinction de l'obligation de couverture	185
a. Le décès de la caution	186
b. La perte par la caution d'une qualité précise	186
c. La modification ou la disparition de la personne créancière ou débitrice	187
1. Les modifications dans la personne du débiteur	187
2. Les modifications dans la personne du créancier	187
2. Les effets de l'extinction de l'obligation de couverture	189
§ 2 L'extinction liée à la faute du créancier	192
A. Une créance garantie par un « droit préférentiel »	192
B. Le comportement du créancier	194
C. Le constat d'un préjudice	197
Compléments pédagogiques	200
chapitre	
La garantie autonome	217
section 1	
La notion de « garantie autonome »	219
§ 1 Contexte et structure de l'opération	219
A. La garantie autonome internationale	220
1. Une structure triangulaire	220
2. Une garantie multiforme	221

a. Finalités de la garantie	221
b. Diversité des garanties	222
B. La garantie autonome interne	222
1. La transposition aux relations internes	222
2. Le domaine de la garantie autonome	223
§ 2 Définition de la garantie autonome	224
A. Définition positive	224
1. Définition jurisprudentielle	224
2. Définition légale	225
a. Un engagement de payer	225
b. Un engagement de payer autonome	226
B. Définition négative	226
1. Garantie autonome et cautionnement	227
a. Les mentions révélatrices de l'autonomie de la garantie	227
b. Les mentions non exclusives de l'autonomie de la garantie	229
2. Garantie autonome et délégation imparfaite	229
3. Garantie autonome et crédit documentaire	230
section 2	
Le régime de la garantie autonome	230
§ 1 Déclenchement	231
A. Conditions de validité	231
1. Conditions de fond	231
a. Capacité et pouvoir	231
b. Consentement	232
c. Objet	233
d. Cause	233
2. Conditions de forme	235
B. L'appel en garantie	236
1. Le principe	236
2. Les modalités	237
a. La garantie à première demande documentaire	237
b. La garantie à première demande justifiée	237
§ 2 Développement	238
A. Le paiement du garant	238
1. L'obligation de payer	238

a. L'inopposabilité des exceptions	238
1. La relation donneur d'ordre/bénéficiaire	238
2. La relation garant/donneur d'ordre	239
b. L'irrecevabilité des moyens de défense du donneur d'ordre	239
2. L'interdiction de payer	241
a. L'abus ou la fraude	241
b. La collusion	242
B. Les recours après paiement	243
1. Les recours du garant	243
a. Contre le donneur d'ordre	243
b. Contre le bénéficiaire	244
2. Les recours du donneur d'ordre	244
a. Contre le bénéficiaire	244
b. Contre le garant	245
5 3 Dénouement	245
A. Lié à la durée du contrat	245
1. Contrat à durée déterminée	246
2. Contrat à durée indéterminée	246
B. Indifférent à la durée du contrat	246
1. Les causes d'extinction écartées	246
2. Les causes d'extinction retenues	247
Compléments pédagogiques	249
chapitre 6	
Les lettres d'intention	263
section 1	
La notion de « lettre d'intention »	265
5 1 Définition	266
A. Définition négative	266
1. Un simple engagement moral	266
2. Un véritable engagement juridique	266
B. Définition positive	267
1. La définition jurisprudentielle	268

a. Obligation de faire ou de ne pas faire	268
b. Obligation de résultat ou de moyen ?	269
2. La définition légale	270
§ 2 Nature juridique	270
A. Nature de l'engagement	270
1. Un acte juridique unilatéral	270
2. Un contrat	271
B. Objet de l'engagement	271
1. Une fonction de garantie	271
2. Une garantie accessoire ?	272
section 2	
Le régime juridique de la lettre d'intention	272
§ 1 Déclenchement	273
A. Conditions de validité	273
1. Conditions de fond	273
2. Conditions de forme	273
a. Preuve	273
b. Pouvoir	274
1. Les groupes de sociétés	274
2. Entre conjoints	276
B. Fait générateur	276
1. L'inexécution de l'émetteur	276
2. Le préjudice du bénéficiaire	277
§ 2 Développement	277
A. Conséquences de la nature de l'obligation de l'émetteur	277
B. Conséquences du caractère de l'obligation de l'émetteur	278
§ 3 Dénouement	279
A. L'indemnisation du bénéficiaire	279
1. Fondement de l'indemnisation	279
2. Montant de l'indemnisation	280
B. Le recours de l'émetteur	281
Compléments pédagogiques	282

partie	2	
Les sûretés réelles		289
section	1	
L'absence de définition de la notion de « sûreté réelle »		289
section	2	
Les différentes catégories de sûretés réelles		290
chapitre	7	
Le droit de rétention		293
section	1	
Les conditions du droit de rétention		297
1 La créance		297
2 La détention d'une chose		298
A. L'objet de la détention		298
1. Au plan physique		298
2. Au plan juridique		299
B. Les conditions de la détention		300
1. La notion de « détention »		300
2. Les caractéristiques de la détention		300
3 Le lien de connexité entre la créance et la chose retenue		301
A. La connexité juridique		301
B. La connexité matérielle		302
C. La connexité conventionnelle		302
D. Le droit de rétention du créancier gagiste sans dépossession		303
section	2	
Les effets du droit de rétention		304
1 Les effets du droit de rétention entre les parties		304
A. L'utilité		304
1. Le droit de ne pas restituer la chose		304
2. Le devoir de conserver la chose		305
B. La valeur		305

§ 2	L'opposabilité du droit de rétention aux tiers	306
A.	En l'absence de procédure collective	306
1.	Opposabilité aux créanciers	306
a.	Le principe	306
b.	Les atténuations du principe	306
2.	Opposabilité au tiers propriétaire	307
B.	En présence d'une procédure collective	308
1.	La déclaration de créance	309
2.	La rétention pendant la période d'observation	310
3.	La rétention en phase de liquidation judiciaire	311
	Compléments pédagogiques	313
c h a p i t r e 6		
	Le gage de meubles corporels	327
s e c t i o n 1		
	Le droit commun du gage	330
§ 1	La notion	330
A.	Les raisons de l'alternative	330
B.	Le constat de l'alternative	331
§ 2	Le régime	331
A.	Les conditions du gage	331
1.	La constitution du gage dans les rapports constituant/créancier	332
a.	Les conditions de fond	332
1.	Les parties au contrat de gage	332
2.	L'objet du contrat de gage	333
♦.	Un meuble ou un ensemble de meubles corporels	334
♦.	Une chose présente ou future	334
♦.	Des objets fongibles	336
b.	La condition de forme : un écrit sous peine d'inexistence	337
2.	L'opposabilité du gage aux tiers	338
a.	La formalité d'opposabilité	338
1.	En cas de gage avec dépossession	338
2.	En cas de gage sans dépossession	338
b.	Le sort des concours entre créanciers	340

B. Les effets du gage	341
1. Les effets tenant à la nature du contrat	341
a. En cas de gage avec dépossession	342
b. En cas de gage sans dépossession	342
2. Les effets tenant à l'objet du contrat	343
a. Le droit de rétention	343
b. La réalisation du gage	345
1. La réalisation forcée du gage ou le maintien de la prohibition de la clause de voie parée	346
2. L'attribution du gage ou la suppression de la prohibition du pacte comissoire	346
section 2	
Les gages spéciaux	349
§ 1 Le gage portant sur un véhicule automobile	349
A. La nature du gage automobile	350
B. Le régime du gage automobile	350
1. La formation du gage automobile	350
a. Conditions de fond	350
1. L'assiette de la garantie	350
2. Les parties au gage automobile	351
b. Conditions de forme et d'opposabilité	351
2. Les effets du gage automobile	352
§ 2 Le gage sur stocks	353
A. Les conditions du gage des stocks	355
1. La constitution du gage des stocks	355
2. L'opposabilité du gage des stocks	356
B. Les effets du gage des stocks	357
1. Avant l'échéance	357
2. Après l'échéance	358
§ 3 Le gage commercial	358
A. La nature du gage commercial	359
1. Le critère du gage commercial	359
2. La constatation du gage commercial	359
B. Le régime du gage commercial	360

§ 4	Les warrants	361
A.	Le warrant de marchandises	361
B.	Les warrants spéciaux	362
§ 5	Le gage du matériel et de l'outillage	364
A.	La constitution du gage du matériel et de l'outillage	364
1.	Les conditions de fond	364
2.	Les conditions de forme et de publicité	365
B.	Les effets du gage du matériel et de l'outillage	366
1.	À l'égard du constituant	366
2.	À l'égard du créancier gagiste	367
	Compléments pédagogiques	369
c h a p i t r e 9		
	Le nantissement de meubles incorporels	389
s e c t i o n 1		
	Le nantissement de créance	391
§ 1	Le droit commun du nantissement de créance	392
A.	La constitution du nantissement de créance	393
1.	Conditions de fond	393
a.	La créance nantie	393
b.	La créance garantie	393
2.	Les conditions de forme et d'opposabilité	394
a.	La forme du nantissement de créance	394
b.	L'opposabilité du nantissement de créance	395
B.	Les effets du nantissement de créance	396
1.	La créance nantie arrive à échéance avant la créance garantie	397
2.	La créance nantie arrive à échéance après la créance garantie	398
§ 2	Le nantissement de compte	399

section 2

Le nantissement d'autres meubles incorporels	401
§ 1 Le nantissement de droits sociaux	402
A. Le nantissement de comptes-titres	402
1. La constitution	403
a. L'exigence d'un écrit	403
b. L'assiette du nantissement	404
1. La consistance de l'assiette	404
2. La preuve de l'assiette	405
2. L'exécution	405
B. Le nantissement de parts sociales	406
1. Le nantissement de parts de sociétés civiles	407
a. Les conditions	407
b. Les effets	408
2. Le nantissement de parts de sociétés commerciales	409
§ 2 Le nantissement de fonds de commerce	410
A. La constitution du nantissement de fonds de commerce	411
1. Les conditions de fond	411
a. Le constituant	411
b. La créance garantie	411
c. L'objet du nantissement	412
2. Les conditions de forme et de publicité	414
a. Le lieu de l'inscription	415
b. Le contenu de l'inscription	415
c. Les sanctions du défaut d'inscription	415
B. Les effets du nantissement du fonds de commerce	416
1. Les effets du nantissement avant l'échéance de la créance garantie	416
2. Les effets du nantissement à l'échéance de la créance garantie	417
a. Le droit de préférence	417
b. Le droit de suite	418
C. L'extinction du nantissement de fonds de commerce	419
§ 3 Le nantissement du contrat d'assurance-vie	419
A. La constitution du nantissement du contrat d'assurance-vie	419
B. La mise en œuvre du nantissement du contrat d'assurance-vie	420
Compléments pédagogiques	421

chapitre **10**

L'hypothèque 435

section 1

Les dispositions communes 440

§ 1 Les biens concernés 440

A. Les immeubles 440

B. Les immeubles disponibles 441

§ 2 Le caractère indivisible de l'hypothèque 441

section 2

Les différentes catégories d'hypothèques 442

§ 1 L'hypothèque conventionnelle 442

A. Les conditions de fond 442

1. Les biens concernés 442

a. Le principe de spécialité 442

b. L'hypothèque de biens à venir 443

2. Les personnes concernées 443

3. Les créances concernées 445

a. La créance lors de la constitution de l'hypothèque 446

b. Les créances postérieures à la constitution de l'hypothèque 447

B. Les conditions de forme 450

1. Le formalisme du contrat d'hypothèque 450

a. Présentation du formalisme 450

b. Formalisme de l'hypothèque conclue à l'étranger 450

c. Responsabilité notariale et convention d'hypothèque 451

2. La promesse d'hypothèque 452

§ 2 L'hypothèque légale 452

A. Présentation de l'hypothèque légale 452

B. Mises en œuvre de l'hypothèque légale 453

1. L'hypothèque légale des époux 453

2. L'hypothèque des incapables 453

3. L'hypothèque judiciaire attachée aux jugements de condamnation 454

§ 3 L'hypothèque judiciaire conservatoire	454
A. Les conditions de l'hypothèque judiciaire conservatoire	454
B. Les effets de l'hypothèque judiciaire conservatoire	456
section 3	
Le régime de l'hypothèque	457
§ 1 La publicité de l'hypothèque	457
A. Les conditions de l'inscription	457
1. Les formalités relatives à l'inscription	457
2. La prise d'effets et l'extinction de l'inscription hypothécaire	459
B. Les effets de l'inscription	459
1. L'opposabilité de l'inscription	460
2. L'altération de l'opposabilité	460
a. La radiation	460
b. La réduction	460
c. La péremption	461
§ 2 Les effets de l'hypothèque	462
A. Les effets avant la réalisation de l'hypothèque	462
1. Les effets pour le constituant	462
a. Les pouvoirs du constituant	462
b. Les obligations du constituant	462
2. Les effets à l'égard du créancier	463
B. Les effets lors de la réalisation de l'hypothèque	463
1. Les effets à l'égard du créancier	463
a. La vente de l'immeuble	463
b. L'attribution du bien	464
1. L'attribution judiciaire	465
2. Le pacte commissaire	465
2. Les effets en cas de pluralité de créanciers	466
3. Les effets à l'égard du tiers acquéreur	467
a. Au moment de la vente de l'immeuble hypothéqué	467
1. La purge des hypothèques	467
2. La délégation	468
b. Au moment de l'exercice du droit de suite	468

§ 3 La transmission de l'hypothèque	469
A. La transmission à titre accessoire	469
B. La transmission à titre principal	469
§ 4 L'extinction de l'hypothèque	470
A. L'extinction à titre accessoire	470
B. L'extinction à titre principal	470
Compléments pédagogiques	471
c h a p i t r e 11	
Le gage immobilier	483
s e c t i o n 1	
La constitution du gage immobilier	486
§ 1 La conclusion d'un contrat	486
§ 2 La dépossession de l'immeuble	486
§ 3 Le respect de formalités	487
s e c t i o n 2	
Les effets du gage immobilier	488
§ 1 Les effets avant l'échéance de la dette	488
§ 2 Les effets lors de l'échéance de la dette	488
s e c t i o n 3	
L'extinction du gage immobilier	490
Compléments pédagogiques	491
c h a p i t r e 12	
La propriété-garantie	497
s e c t i o n 1	
La propriété retenue à titre de garantie	500
§ 1 Le crédit-bail	500
A. La nature juridique du crédit-bail	501

B. Le régime juridique du crédit-bail	501
1. Les conditions de forme	501
2. La défaillance du crédit-preneur	501
§ 2 La clause de réserve de propriété	502
A. La nature juridique de la clause de réserve de propriété	503
1. La fin d'une controverse	503
2. La consécration de son caractère accessoire	504
B. Le régime juridique de la clause de réserve de propriété	504
1. La constitution de la réserve de propriété	504
a. Un accord de volonté	504
b. La créance garantie	505
c. L'assiette de la réserve de propriété	505
2. L'exécution de la réserve de propriété	506
a. Les conditions de l'action en revendication	506
b. Les effets de l'action en revendication	509
section 2	
La propriété transférée à titre de garantie	510
§ 1 La vente à réméré	510
§ 2 La fiducie	510
A. Les premières manifestations de la fiducie-sûreté	511
1. La cession de créance à titre de garantie	511
2. Les manifestations propres au droit financier	513
B. La généralisation de la fiducie-sûreté ?	513
1. La constitution de la fiducie	514
a. Les conditions de fond	514
b. Les conditions de forme	516
2. L'exécution de la fiducie	517
a. Les obligations des parties	518
b. Les droits des créanciers	519
3. L'extinction de la fiducie	520
a. Les causes d'extinction de la fiducie	520
b. Les conséquences de l'extinction de la fiducie	521
Compléments pédagogiques	522

chapitre **13**

Les privilèges 537

section 1

Les privilèges pleinement généraux 541

5 1 L'énoncé des différents privilèges généraux 543

A. Le privilège des frais de justice 543

B. Le privilège des salaires 543

1. Le privilège ordinaire 543

2. Le superprivilège 544

C. Le privilège de conciliation 545

D. Le privilège des créanciers postérieurs au jugement d'ouverture 545

5 2 Le classement des privilèges généraux 546

section 2

Les privilèges mobiliers 547

5 1 Les privilèges mobiliers généraux 547

A. Les privilèges résiduels 547

1. Le privilège des frais funéraires 547

2. Le privilège de frais de dernière maladie 547

3. Le privilège des fournitures de subsistance 548

B. Les privilèges usuels 548

1. Les privilèges fiscaux 548

2. Le privilège de la Sécurité sociale 549

5 2 Les privilèges mobiliers spéciaux 549

A. Le privilège du bailleur d'immeuble 550

1. Les créances garanties 550

2. L'assiette du privilège 551

3. Les effets du privilège 551


B. Le privilège du conservateur 552

1. Les créances garanties 552

2. L'assiette du privilège 553

3. Les effets du privilège 553

C. Le privilège du vendeur de meubles 553

§ 3 Le classement des privilèges mobiliers	555
A. Les règles de classement en l'absence d'une procédure collective	555
1. Le classement des privilèges mobiliers généraux	556
2. Le classement des privilèges mobiliers spéciaux	556
3. Le classement des privilèges mobiliers généraux et spéciaux	557
B. Les règles de classement en présence d'une procédure collective	557
section 3	
Les privilèges immobiliers	558
§ 1 L'énumération des privilèges spéciaux immobiliers	559
A. Le privilège du vendeur d'immeuble	559
1. L'attribution du privilège du vendeur d'immeuble	559
2. Le fonctionnement du privilège du vendeur d'immeuble	560
B. Le privilège du prêteur de deniers	560
1. L'attribution du privilège du prêteur de deniers	560
2. Le fonctionnement du privilège du prêteur de deniers	561
C. Le privilège du copartageant	561
D. Le privilège des architectes, entrepreneurs et ouvriers	561
E. Le privilège de la séparation des patrimoines	562
F. Le privilège de l'accédant à la propriété	562
G. Le privilège du syndicat de copropriétaires	563
§ 2 Le classement entre créanciers	563
A. Le classement entre créanciers hypothécaires et créanciers bénéficiaires d'un privilège	564
B. Le classement entre les différents créanciers bénéficiaires d'un privilège	564
Compléments pédagogiques	566
sujet terminal 	575
Bibliographie générale	583
Index alphabétique	585
Table des Quiz	611